

La France est-elle incapable de sortir d'un consensus social-démocrate mou ?

La récente sortie du film "La Dame de fer" a réanimé outre-Manche les controverses sur cette période politique au cours de laquelle furent prises des mesures drastiques. La France, elle, attend toujours sa Thatcher pour réformer son système politique...

Avec Christophe
Arvis

Les années précédant l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher, la Grande Bretagne s'enfonçait dans une profonde crise économique, sociale aussi bien que morale. Chacun semblait en prendre conscience, mais la moindre réforme risquait de casser l'ordre politique et syndical établi et de déclencher un conflit social, tel celui symptomatique de l'hiver du mécontentement en 1979. Le déclin continu de la Grande Bretagne des années 70 avait pour cause et corollaire le large consensus social-démocrate de l'après-guerre, consensus établi au-delà des alternances politiques entre travaillistes et conservateurs.

Quand en 1979 après les élections législatives qui virent le retour au pouvoir des conservateurs, [madame Thatcher avança vers les micros du 10 Downing Street et annonça au royaume britannique qu'elle ferait une politique de convictions et non de consensus](#), elle n'imaginait sans doute pas la portée que pourraient avoir ses propos bien des années plus tard.

La France, elle au contraire, a fait le chemin inverse. Malgré les litanies électorales sur le changement, la rupture, l'alternance ; malgré les quelques tentatives -souvent échouées- de libéralisations, nul gouvernement n'a remis en cause le consensus social-démocrate.

L'emprise de l'Etat sur l'économie et sur l'activité humaine n'a fait que s'accroître, par l'augmentation quasi ininterrompue de la dette publique sur 30 ans, des lois et règlements dans tous les domaines économiques, de l'inflation législative dans le domaine fiscal ou du droit du travail. Peut-être plus grave encore, la diffusion dans les esprits d'une culture socialisante et d'une pensée normative du politiquement correct, nécessaires systèmes de croyance pour obtenir les soutiens des concitoyens.

La pensée socialisante de l'Etat-Providence a enfanté, dans les discours et les actes, un consensus politique devenu le protecteur et gardien désigné, d'une vision conflictuelle des rapports économiques, comme l'opposition fabriquée entre le travail et le capital, ou encore l'affrontement de « classes sociales » à l'échelle de la mondialisation entre les emplois industriels nationaux à protéger contre l'ennemi désigné de la finance internationale.

Le consensus politique a pris le pas sur les convictions. Ce qui passerait pour du courage politique dans d'autres pays, apparaît en France pour un outrage au modèle social établi. L'entrepreneur, porté au pinacle dans les pays anglo-saxons, se retrouve suspecté dans notre pays d'être génétiquement antisocial.

Le système politique soucieux de sa survie veillera alors à ériger des protections, à maintenir le statu quo et à conserver les avantages acquis. Le système politique s'est même élargi au cours des dernières décennies : ses membres se sont multipliés du fait de la décentralisation et de la multiplication des fonctions politiques.

L'univers politique se nourrit des bénéfices que lui apporte la puissance publique : il a le pouvoir de prélever les impôts et les taxes ; il distribue aides sociales et subventions pour alimenter les soutiens, étouffer les mécontentements (outputs), et il bénéficie en retour des soutiens et des réseaux d'influence (inputs), et reproduit ainsi le système social-démocrate. Il le fait avec d'autant plus d'aisance que les soutiens dont il bénéficie sont financés par les impôts et taxes de chacun.

Les relations incestueuses qui lient le système politique consensuel au modèle social-démocrate donnent aux travaux d'un potentiel réformateur nourri de convictions fortes, un caractère herculéen.

L'action du réformateur implique une diminution des "outputs" (aides, subventions) et des "inputs" (moins d'impôts à prélever, baisse des dépenses publiques, et des soutiens du fait de la remise en cause des rentes et prébendes jusqu'alors accordées).

On pourra objecter qu'une diminution des impôts aurait au contraire pour effet la manifestation de nouveaux soutiens, ceux des bénéficiaires des baisses d'impôts. En fait, il y aurait là un jeu dangereux de substitution d'un soutien à un autre, que nul homme politique ne se hasarderait à jouer. Car pour qu'un soutien soit efficace, il doit être organisé. Et c'est bien l'organisation du soutien qui différencie les éventuels bénéficiaires d'une baisse d'impôts (les contribuables que nous

sommes) aux organisations structurées (par exemple les syndicats gérants la Sécurité Sociale). Le système politique ne prendra pas le risque de perdre un soutien identifié pour un soutien diffus, plus difficile à appréhender et à mesurer.

De plus, l'assiette étroite sur laquelle repose les impôts (notamment l'impôt sur le revenu) d'un côté et le nombre important de bénéficiaires de la providence politique de l'autre, n'ont pas le même poids sur la balance des choix politiques.

Le réformateur téméraire a tôt fait, dans ce contexte, d'être marginalisé, voire d'être exclu par ses pairs La ruche politique élimine ses mauvais soldats et n'accepte que ceux qui participent au consensus politique et alimentent ainsi le modèle social-démocrate.

Autre conséquence : **le réformateur frileux aura une tendance à s'autocensurer plutôt que de s'autoexclure du système**. Le reniement de ses idées est indispensable à sa propre survie politique et donc à celle du système. On appelle cela le pragmatisme.

On comprend alors qu'une réelle volonté politique de rompre avec le consensus social-démocrate entraînerait inévitablement l'étouffement du système politique et donc sa perte.

Sortir du consensus social-démocrate dans lequel vit notre pays depuis 1945, ne peut se faire que dans des circonstances politiques ou économiques exceptionnelles.

Le contexte politique ne semble pas aujourd'hui favorable à ce genre de rupture. Les discours des candidats à l'élection présidentielle sont plutôt dans une surenchère inverse, plus de protections économiques et sociales, guerre déclarée à la finance, méfiance à l'égard des pays concurrents dans la mondialisation, auto-flagornerie et croyance dans la supériorité de notre modèle social.

La France vit pourtant dans un contexte économique et social qui, à bien des égards, ressemble au contexte pré-thatchérien des années 70. Le mur de la dette accumulée (+84% du PIB en 2011), une croissance économique atone, un chômage croissant et durablement installé dans le paysage social, une crispation des corps intermédiaires et des corporations à la moindre réforme, la vacuité intellectuelle des programmes économiques des principaux partis politiques, enfin un pessimisme et une perte de confiance généralisés. Tous les éléments économiques et sociaux sont réunis pour que la rupture avec le consensus actuel ait lieu.

Il est à craindre cependant que la sortie inévitable du consensus social-démocrate ne se fasse dans la douleur et l'affrontement ; mais l'Histoire de France n'est-elle pas jalonnée de ruptures et de révolutions, de chocs et contre chocs ?

Peut-on donner quelques conseils au futur Thatcher français si celui-ci (ou celle-ci) voit un jour le jour ? D'abord revêtir l'habit de Machiavel et surtout ne pas faire ce que l'on a dit et ne pas dire ce que l'on va faire. Ensuite vivre avec l'impopularité et ne pas dépendre des soutiens qui de toute façon vous feront défauts. Enfin, prendre le risque de l'échec électoral...or voilà bien un prix à payer qui, j'en suis sûr, dissuadera bien des candidats à l'aventure.